



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 132 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 19 mars 2019

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 19 mars 2019

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Je souhaite la bienvenue à tous.

Nous allons poursuivre notre étude de la perception et de la confiance du public à l'égard du secteur agricole canadien.

Aujourd'hui, nous accueillons M. Stephen Laskowski, président de l'Alliance canadienne du camionnage. Nous recevons également Lak Shoan, directeur, Politique et sensibilisation de l'industrie.

Bienvenue à vous deux.

Nous accueillons également Mme Janice Tranberg, présidente-directrice générale de l'Association nationale des engraisseurs de bovins.

Bienvenue, madame Tranberg.

Nous recevons aussi M. Roger Pelissero, président des Producteurs d'oeufs du Canada, et lui-même producteur d'oeufs, ainsi que M. Tim Lambert, directeur général.

Je vous souhaite la bienvenue à tous les deux.

Nous allons commencer par les déclarations liminaires. Habituellement, nous accordons sept minutes, mais comme nous avons trois témoins qui feront un exposé, nous allons vous allouer six minutes. Veuillez respecter le plus possible ce temps, car les membres auront des questions à poser par la suite.

En outre, nous devons terminer cinq minutes plus tôt avec ce groupe de témoins et couper cinq autres minutes parce que nous avons besoin de 10 minutes pour discuter des travaux du Comité à la fin de la réunion.

Nous allons commencer immédiatement avec l'exposé de l'Alliance canadienne du camionnage.

L'un de vous deux peut y aller.

M. Stephen Laskowski (président, Alliance canadienne du camionnage): Je vous remercie, monsieur le président, ainsi que les membres du Comité.

À titre d'information, l'Alliance canadienne du camionnage est une fédération d'associations provinciales de camionnage. Nous représentons plus de 4 500 entreprises de camionnage, petites et grandes. Sur le plan du nombre de camions, la vaste majorité de nos membres possèdent 20 camions ou moins. Notre industrie emploie plus de 500 000 personnes et sa valeur s'élève à 67 milliards de dollars.

En ce qui concerne le secteur agricole, notre industrie en devient de plus en plus le visage en quelque sorte. Un nombre grandissant de Canadiens vivent dans des régions urbaines et, par conséquent, sont déconnectés du milieu agricole. Ce sont nos membres qui assurent chaque année le déplacement de plus de 800 millions d'animaux. Ils

deviennent donc un point de connexion entre les Canadiens et le système de déplacement du bétail.

Pour ce qui est des entreprises de camionnage, je peux vous dire que la responsabilité que doivent assumer les camionneurs lors de la manutention du bétail est de plus en plus grande. Nous acceptons et nous comprenons cette responsabilité, mais nous voulons aussi discuter de la responsabilité, de la reddition de comptes et de l'application des lois et règlements au sein de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Nous pourrions en parler au cours de la période des questions.

La responsabilité et la reddition de comptes s'appuient sur des normes en matière de formation et d'octroi de permis. Récemment, le ministre Marc Garneau a annoncé l'adoption d'une norme nationale en matière de formation minimale préalable à l'obtention d'un permis. C'est une excellente annonce. D'un océan à l'autre, à compter du 1^{er} janvier 2020, nous aurons une norme nationale qui visera notamment le bétail. Il sera non seulement question du déplacement sécuritaire de pièces d'équipement, mais aussi de la manutention du bétail, qui nécessite une formation et implique une certaine responsabilité.

Il faudra donc offrir de la formation, et notre industrie souhaiterait se pencher là-dessus avec le gouvernement du Canada. Nous savons que la formation est importante et que tous les secteurs veulent obtenir des fonds pour la formation. Ce que nous voudrions faire notamment, c'est changer un peu la perspective quant à la façon d'octroyer ces fonds. Actuellement, les camionneurs ne sont pas considérés comme des travailleurs spécialisés, même ceux qui assurent le déplacement du bétail. N'importe quel agriculteur ou quiconque connaît ce travail vous dira que la manutention d'animaux dans le contexte du transport constitue un travail très spécialisé, qui nécessite une longue formation. Nous voulons être traités comme tous les autres secteurs de l'économie.

Notre industrie fait face à des exigences et subit des pressions, car en 2024, nous prévoyons qu'il nous manquera 34 000 camionneurs au Canada. La pénurie sera plus grande dans le domaine de la manutention du bétail. Ce travail ne constitue pas le premier choix des camionneurs en raison de certaines des exigences, notamment la formation sur la manutention du bétail. C'est pourquoi nous voulons obtenir davantage de fonds pour la formation dans notre secteur, précisément pour la manutention du bétail.

J'aimerais proposer quelques améliorations. Compte tenu des changements concernant la durée pendant laquelle les animaux peuvent demeurer dans un camion, que nous appuyons, nous aimerions que le gouvernement se penche sur les endroits où les animaux peuvent s'alimenter et se reposer à Thunder Bay, au Manitoba et en Saskatchewan, ou qu'il octroie davantage de fonds à cet égard. Cela serait utile pour notre secteur et nos clients.

Ce que j'aimerais porter à votre attention — et rien n'empêche cela — c'est l'adoption de dispositifs de consignation électroniques pour la gestion du déplacement du bétail. Ces dispositifs seraient utiles pour tous les types de transport, mais le Comité doit surtout savoir que ce serait utile pour le transport du bétail. L'adoption de dispositifs de consignation électroniques n'engendrerait aucun problème. Ils nous permettraient d'accroître la sécurité des activités de transport dans l'économie canadienne. Ces dispositifs permettraient aussi de rendre plus sûr le transport du bétail et ne causeraient pas de problème dans la chaîne d'approvisionnement. C'est une bonne idée et cela facilitera le déplacement du bétail.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. Nous allons répondre avec plaisir à vos questions.

Le président: Nous allons maintenant entendre Janice Tranberg de l'Association nationale des engraisseurs de bovins.

Mme Janice Tranberg (présidente-directrice générale, Association nationale des engraisseurs de bovins): Je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de m'adresser à vous ce matin. Je m'appelle Janice Tranberg et je suis présidente-directrice générale de l'Association nationale des engraisseurs de bovins. L'ANEB a été créée en 2007. Elle représente les engraisseurs de bovins du Canada dans des dossiers d'importance nationale et travaille en collaboration avec d'autres organismes de l'industrie du boeuf pour renforcer la chaîne de valeur.

Nos producteurs produisent des aliments sûrs, sains et abordables pour les familles du Canada et d'autres pays dans le monde. Ils sont très fiers de ces aliments sains et du soin qu'ils prennent à entretenir les terres qui appartiennent à leur famille depuis des générations et qui seront transmises aux générations futures. Les gens perdent confiance dans le secteur agricole souvent parce qu'ils ne connaissent pas tous les faits. Les idées fausses peuvent avoir des répercussions négatives comme des règlements inutiles et un accès limité aux outils et aux technologies nécessaires. Je félicite donc le Comité d'entreprendre cette étude. Je suis ravie d'y contribuer aujourd'hui.

Les engraisseurs de bovins du Canada sont résolus à offrir des aliments sûrs, sains et de grande qualité d'une manière responsable sur les plans économique, environnemental, éthique et social. Pour ce faire, ils s'appuient sur quatre piliers : respecter et dépasser les normes de l'industrie en matière de soins aux animaux sûrs et sans cruauté, appliquer les meilleures pratiques en matière de santé et de production animales, exercer une bonne gestion de l'environnement et investir dans nos gens et nos communautés. L'engagement des membres de l'ANEB à l'égard de ces quatre piliers démontre qu'ils sont déterminés à améliorer continuellement la réputation de l'industrie. Par exemple, en 2014, l'ANEB a élaboré un outil d'évaluation des soins aux animaux pratique, fiable et abordable à l'intention de l'industrie canadienne afin de rassurer les clients quant aux soins et à la manutention des animaux dans les parcs d'engraissement. Ce programme vérifiable d'évaluation des soins des animaux dans les parcs d'engraissement porte sur divers aspects de la production, notamment les pratiques en matière de transport, la conception des installations, la manutention du bétail, la nutrition et l'alimentation ainsi que la gestion de la santé animale.

Il y a aussi les efforts récents et continus de l'ANEB en vue de surveiller l'utilisation d'antimicrobiens et leur potentiel de résistance. Les antibiotiques sont utilisés dans les parcs d'engraissement pour prévenir des maladies et la transmission d'infections entre les animaux qui vivent à proximité les uns des autres, surtout lorsque du nouveau bétail est ajouté à un groupe existant. Il est primordial que

les engraisseurs de bovins aient accès à ces médicaments importants, alors nous prenons très au sérieux et nous surveillons de près leur utilisation prudente et judicieuse afin de protéger la santé des animaux et d'assurer leur confort. Nos producteurs appliquent les meilleures pratiques en matière de santé et de production animales. Ils travaillent en collaboration avec des vétérinaires et des nutritionnistes dans les parcs d'engraissement.

Beaucoup d'opinions sont exprimées au sujet de l'alimentation et de l'agriculture, de son incidence sur l'environnement et de la sécurité des humains, mais très peu de ces opinions proviennent de personnes qui ont une bonne connaissance du secteur. Personne ne connaît mieux les aliments que les agriculteurs qui les produisent. Comment les agriculteurs et les chercheurs en agriculture se font-ils entendre? Bien qu'on critique souvent l'agriculture moderne en faisant valoir qu'elle est une source importante de pollution atmosphérique, des recherches démontrent qu'en Amérique du Nord, les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur agricole sont les plus faibles dans le monde. En Afrique, par contre, où les techniques modernes d'agriculture sont les moins répandues, les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur agricole sont les plus élevées. Ainsi, lorsqu'on augmente la production, cela a un effet inverse sur l'intensité des émissions.

J'ai assisté dernièrement à la conférence organisée par les producteurs de boeuf de l'Alberta, et j'y ai entendu M. Frank Mitloehner, un professeur de l'Université de Californie à Davis. Les recherches qu'il a menées démontrent que le solde des émissions attribuables à la production de boeuf est de zéro. Autrement dit, les gaz à effet de serre attribuables à la production de bovins correspondent aux gaz à effet de serre séquestrés par cette industrie. La production de boeuf ne contribue pas à accroître les gaz à effet de serre, et pourtant, notre industrie est encore souvent montrée du doigt comme étant un grand émetteur de gaz à effet de serre. Si la population n'est pas au fait de ces connaissances scientifiques et qu'elle continue de faire valoir que l'agriculture moderne est une source importante de pollution, nous craignons que les nouvelles technologies ne soient pas accessibles aux producteurs. Nous allons devoir nous tourner vers des pratiques qui seront beaucoup plus dommageables pour l'environnement et qui diminueront notre rendement.

Comment devons-nous nous attaquer à ce problème de la perception du public? L'ANEB souhaite formuler quelques recommandations à l'intention du Comité. Premièrement, les lois et les règlements élaborés par le gouvernement doivent être fondés sur des données scientifiques fiables et des études provenant de sources fiables et évaluées par des pairs. Le secteur agricole se portera toujours à la défense du gouvernement si c'est le cas.

• (1110)

Les organismes canadiens qui réglementent l'agriculture et les aliments ont une excellente réputation dans le monde, et cela contribue de façon essentielle à la confiance du public. Le gouvernement doit régulièrement défendre ces organismes et le travail qu'ils font pour assurer la sécurité des aliments au Canada.

Le gouvernement doit également offrir aux fonctionnaires de ces organismes de réglementation de la formation continue sur les outils et les technologies utilisés dans le secteur de l'agriculture qui sont sans cesse en évolution. Pour que le public ait confiance dans l'agriculture moderne, les fonctionnaires doivent également y avoir confiance et bien la comprendre. Le gouvernement doit jouer un rôle proactif en racontant l'histoire positive de l'agriculture canadienne et en appuyant des initiatives mises en place par l'industrie en matière d'éducation, de communication et de sensibilisation.

Enfin, le gouvernement peut en faire davantage en s'assurant que les campagnes de marketing soient fondées sur des faits et n'induisent pas les Canadiens en erreur.

Soyez assurés que l'ANEB continuera de faire sa part en respectant des normes de calibre mondial en matière de soins des animaux, en ayant recours à des pratiques exemplaires dans le domaine de la santé et de la production animales, en étant un gardien fidèle de l'environnement et en investissant dans les gens et dans les communautés.

Je vous remercie.

• (1115)

Le président: Je vous remercie beaucoup, madame Tranberg.

Nous allons maintenant passer aux représentants des Producteurs d'oeufs du Canada. Je ne sais pas si vous allez prendre la parole tous les deux, mais vous pouvez vous partager les six minutes. Merci.

M. Roger Pelissero (président et producteur d'oeufs, Producteurs d'oeufs du Canada): Merci, monsieur le président, et merci de nous recevoir aujourd'hui.

Je m'appelle Roger Pelissero. Je suis un producteur d'oeufs de troisième génération à St. Ann's, en Ontario. Je suis aussi président du conseil d'administration des Producteurs d'oeufs du Canada. Je suis accompagné aujourd'hui de Tim Lambert, chef de la direction des Producteurs d'oeufs du Canada. Nous sommes heureux de vous présenter nos perspectives sur la perception et la confiance du public à l'égard du secteur agricole canadien. Nous sommes également heureux d'être ici avec des collègues agriculteurs, qui représentent l'Association nationale des engraisseurs de bovins et l'Alliance canadienne du camionnage.

Les Producteurs d'oeufs du Canada gèrent l'offre nationale d'oeufs et font la promotion de la consommation d'oeufs tout en représentant les intérêts des producteurs d'oeufs réglementés, d'un océan à l'autre. Il y a plus de 1 000 producteurs d'oeufs à l'échelle du Canada, dans toutes les provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest, qui se consacrent à la production d'oeufs locaux frais. De fait, selon les enquêtes menées par les plus grandes firmes de sondage au Canada, plus de 88 % des Canadiens disent qu'il est important que les oeufs qu'ils achètent proviennent du Canada et 89 % disent qu'ils font confiance aux normes de qualité des aliments provenant des fermes canadiennes.

Nous croyons qu'un grand nombre des problèmes auxquels se bute le système alimentaire d'aujourd'hui viennent du fait que les gens sont souvent déconnectés de leur alimentation et que tous les intervenants de notre système alimentaire se partagent la responsabilité de créer des liens avec des Canadiens qui veulent et aiment nos produits. Pour ce faire, les producteurs d'oeufs abordent tous les aspects de leur entreprise, depuis les opérations jusqu'aux politiques en passant par la gouvernance, en tenant très bien compte de nos collectivités, de notre environnement et de notre société. Nos efforts collectifs sont amplifiés par les Producteurs d'oeufs du Canada, qui participent à diverses activités pour relever le profil de nos agriculteurs et resserrer des liens avec des Canadiens et nos intervenants.

Ces efforts comprennent la promotion des oeufs comme protéine de grande qualité et aliment riche en nutriments. Ils comprennent également la mise à l'honneur des nombreuses familles d'agriculteurs qui appuient notre travail. Je suis heureux de dire que j'ai accueilli dans ma ferme l'un de vos membres, M. Longfield, et je lui ai fait faire une visite. Si tout autre membre du Comité souhaite effectuer une visite, je serai ravi de lui présenter ma ferme familiale.

Nous menons également des campagnes et des activités nationales de publicité, par exemple « Un soleil au réveil » dans diverses villes du Canada, comme le centre-ville de Toronto, Vancouver et Halifax, ainsi que dans le cadre de notre dîner au centre-ville ici, à Ottawa. Je sais que de nombreux membres du Comité étaient présents. Ces activités donnent aux Canadiens vivant dans les régions urbaines et les régions rurales de notre pays l'occasion de rencontrer leurs agriculteurs et de constater que les oeufs qu'ils achètent proviennent d'une famille comme la leur.

Nos offices provinciaux de producteurs participent à des activités de sensibilisation semblables et complémentaires. Par exemple, les Manitoba Egg Farmers et les Egg Farmers of Ontario parcourent leur province respective avec une exposition avicole portable pour montrer aux Canadiens à quoi ressemblent les techniques agricoles modernes. Cette approche unique permet de refermer l'écart entre la ferme et la table en aidant les Canadiens à voir de près la production d'oeufs.

Parmi les autres activités, on peut mentionner les visites de fermes, que j'ai mentionnées, les visites virtuelles de fermes qui sont annoncées et présentées en ligne ainsi qu'une combinaison d'autres activités qui mettent en valeur nos pratiques de production et les personnes qui se consacrent à la production d'oeufs canadiens.

M. Tim Lambert (directeur général, Producteurs d'oeufs du Canada): Je vais tout simplement continuer.

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser au Comité.

Comme Roger l'a signalé, nous considérons la confiance du public comme un principe fondamental pour notre avenir, notre industrie et nos activités. Il est clair que les attentes de la société ont changé. Les gens veulent savoir d'où proviennent leurs aliments. Ils veulent savoir qu'ils sont sûrs et qu'ils sont de grande qualité. Ils veulent que les normes soient communiquées au public. Ils ont besoin de savoir et ils veulent savoir que nous traitons correctement les animaux, mais ce n'est pas suffisant de simplement l'affirmer. Nous devons prendre des mesures concrètes, les communiquer et bâtir la confiance.

Nous faisons également participer la génération actuelle. En fait, M. Drouin s'est adressé à nos jeunes leaders du secteur agricole. Nous sommes très actifs, comme Roger l'a souligné, dans les médias sociaux et de différentes façons, pour transmettre l'information. Le fait est que l'information concernant la production alimentaire sera véhiculée, que ce soit par nous, par des groupes de militants, des groupes d'environnementalistes, des groupes de végétaliens ou d'autres groupes, alors il nous appartient de prendre les devants, d'être proactifs et de transmettre l'information.

Nous sommes fiers de dire que tous les oeufs produits dans des fermes réglementées, qu'elles se trouvent à Terre-Neuve-et-Labrador ou à Vancouver, sont produits selon les mêmes normes. Tous les producteurs font l'objet d'une vérification par une tierce partie. Récemment, nous avons lancé un programme d'assurance de la qualité des oeufs, qui crée une marque commune englobant les soins des animaux et la salubrité des aliments. Nous en ferons la promotion dans l'ensemble du Canada afin que les Canadiens sachent qu'ils achètent des oeufs produits au Canada.

Les producteurs d'oeufs du Canada croient au lien intrinsèque entre la confiance du public et le succès des entreprises. Nous travaillons à nous faire reconnaître à l'échelle nationale et internationale, non seulement parce que c'est la bonne chose à faire, mais encore parce que cela renforce notre industrie, notre secteur et nos collectivités. Notre engagement s'étend à plusieurs initiatives nationales et mondiales axées sur le dialogue et la discussion. Grâce à ces initiatives, nous travaillons côte à côte avec l'industrie, le gouvernement et d'autres intervenants pour faire avancer les dossiers qui ont une incidence sur la perception qu'a le public du secteur.

Je vais m'arrêter là. Je vous remercie.

• (1120)

Le président: Je vous remercie, monsieur Lambert.

Nous allons maintenant passer aux questions, mais d'abord, je tiens à souhaiter la bienvenue à M. Randy Hoback, qui remplace M. Berthold.

La parole est à M. Dreeshen pour six minutes.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins ici présents.

La présente étude s'inscrit dans la foulée de celle que nous avons menée sur la santé mentale des agriculteurs et des éleveurs. Des représentants de différents groupes nous ont alors indiqué avoir l'impression d'être dénigrés par certains intervenants du secteur. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous nous intéressons maintenant à la confiance du public et à ses perceptions. Nous avons en effet besoin de la contribution d'organisations comme les vôtres, capables de nous conseiller pour nous aider à améliorer les choses à cet égard. Nous devons toutefois reconnaître par ailleurs que tous ceux que nous représentons doivent avoir eux aussi voix au chapitre. Il se produit certaines choses graves que nous préférons parfois taire, l'un des aspects les plus problématiques que nous ayons relevés dans notre étude sur la santé mentale. Il est possible que mon collègue, M. Shipley, vous pose certaines questions au sujet des problèmes éprouvés avec le transport des animaux.

J'aimerais que Mme Tranberg puisse nous parler des enjeux à régler dans le cas des bovins. La semaine dernière, à la conférence de l'industrie du boeuf qui se tenait à Red Deer, j'ai entendu ce professeur du campus Davis de l'Université de la Californie parler de la réduction des émissions de gaz à effet de serre que l'on connaît actuellement aussi bien dans l'industrie bovine que dans le secteur laitier. C'est grâce aux gains d'efficacité réalisés dans cette industrie que l'on est parvenu à un tel résultat. Il a aussi indiqué que tout s'équilibre pour ainsi dire dans le cas du méthane. Nous sommes donc en présence d'une industrie qui est dénigrée dans les médias par des gens qui n'ont pas pris connaissance de ces informations qui nous ont été présentées avec beaucoup d'aplomb.

Voici où je veux en venir. Comment pouvons-nous nous assurer que ces renseignements sont bel et bien communiqués de telle sorte que les gens sachent de quoi il en retourne?

J'ai aussi une autre question à vous poser. On a fait valoir que les autorités devaient en arriver à mieux comprendre l'agriculture moderne pour lui faire pleinement confiance. Si vous regardez bien la photo qui illustre le Guide alimentaire canadien, vous verrez peut-être quelques petits morceaux de boeuf dans le coin de l'assiette. C'est le genre de constat que l'on peut faire. Les autorités ont un rôle à jouer, mais nous devons aussi nous assurer que ce message est bien transmis.

Madame Tranberg, pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez? S'il reste du temps, peut-être que nos autres invités pourraient en faire autant.

• (1125)

Mme Janice Tranberg: Ce n'est pas une question facile.

Je pense qu'il faut surtout reconnaître qu'il y a plusieurs avenues envisageables. Quant aux moyens à prendre, dans un premier temps, pour communiquer le message, je ne crois pas qu'il y ait une seule façon de faire les choses. Nous devons nous servir de tous les outils à notre disposition.

Il va de soi que nous devons bien informer nos agriculteurs et leur offrir le soutien dont ils ont besoin. Je dirais que les échanges à ce sujet s'engagent en grande partie à l'heure des repas. C'est là où tout commence. Si vous craigniez de parler de l'agriculture et de ce que vous faites avec les proches que vous recevez chez vous et que vous n'avez pas les ressources nécessaires à cette fin, c'est vraiment par là que l'on doit débiter.

Il y a d'autres choses qu'il est possible de faire. Par exemple, l'agriculture ne fait pas partie des sujets à l'étude dans notre système d'éducation. J'estime que c'est simplement attribuable au fait que ce n'était pas nécessaire à une certaine époque. En effet, il fut un temps où une personne sur six avait un lien avec le monde agricole alors que nous en sommes aujourd'hui, si ma mémoire est fidèle, à une sur 52. Il y a donc un fossé qui s'élargit. Nous devons réfléchir à la façon de réintégrer l'agriculture dans notre système d'éducation et d'en faire la promotion.

Comme je l'indiquais, nous devons également veiller à ce que nos instances réglementaires demeurent au fait des plus récentes avancées scientifiques. Il nous arrive même parfois de constater un décalage entre nos autorités réglementaires et les agriculteurs, si bien que les enjeux préoccupant ces derniers ne sont pas très bien compris. Alors, comment faire en sorte que plus de gens puissent savoir comment les choses se déroulent dans nos fermes? Il ne fait aucun doute que nos producteurs agricoles sont tout à fait disposés à accueillir des visiteurs dans leur exploitation mais, comme on nous le disait l'autre jour, il y a des risques relatifs à la biosécurité qui entrent en ligne de compte. Il y a des gens qui se présentent sur une ferme sans y avoir été invités. Les visites à la ferme peuvent pourtant contribuer à combler tous ces fossés. Pourrions-nous créer des outils et rendre les fermes plus accessibles au grand public de telle sorte que les gens puissent les visiter et voir à quel point les agriculteurs prennent bien soin de leurs animaux?

Nous avons aussi besoin de bons vulgarisateurs comme M. Mitloehner qui était ici la semaine dernière, de telle sorte que la science devienne accessible à tous d'une manière compréhensible. Il n'y a pas de solution unique. Je pense que nous devons mettre à contribution tous les outils à notre disposition. Comme je l'indiquais, le gouvernement pourrait apporter son aide en nous donnant accès aux ressources nécessaires pour pouvoir rendre ces différentes possibilités plus faciles à concrétiser.

Le président: Merci.

Monsieur Dreeshen.

M. Earl Dreeshen: Je me tourne vers M. Pelissero du côté des producteurs d'oeufs. Voilà que l'on nous parle à nouveau de mauvais cholestérol. On nous a dit pendant un certain temps que c'était bon pour la santé; on a aussi dit que c'était néfaste. On passe ainsi de l'un à l'autre. Si l'on en croit le Guide alimentaire canadien, on peut faire quatre repas avec un seul oeuf, car il suffit du quart d'un oeuf pour avoir un apport suffisant en protéines.

Quelles mesures les producteurs d'oeufs prennent-ils pour essayer de remettre de la logique dans tout cela?

M. Roger Pelissero: Nous estimons que l'oeuf est le meilleur choix qui soit pour s'approvisionner en protéines. Quant à cet article publié l'autre jour aux États-Unis où l'on indiquait que les oeufs sont mauvais pour la santé, je vais imiter le président américain en disant que ce sont de fausses nouvelles. Les oeufs sont bons pour la santé.

Nous sommes vraiment très présents sur les médias sociaux. Nous sommes très actifs sur Twitter et Facebook. Nous mobilisons les blogueurs qui s'intéressent à l'alimentation. J'en ai d'ailleurs accueilli un plein autobus à ma ferme. Avant de pénétrer dans le poulailler, je leur ai demandé s'ils avaient un téléphone portable. Ils m'ont tous regardé avec l'air de craindre que je le leur confisque. Je leur ai dit que je voulais qu'ils prennent le plus de photos possible de nos installations...

Le président: Merci, monsieur Pelissero, mais nous n'avons plus de temps.

Nous passons à M. Breton.

[Français]

Vous avez six minutes.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup à vous tous d'être ici aujourd'hui dans le cadre de notre étude.

Je voudrais vous parler de recherche-développement et d'innovation dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire. L'innovation est un moyen d'accroître la qualité et la productivité de notre secteur agricole. La productivité est extrêmement importante, car on nous annonce qu'il y aura 9 milliards de personnes sur terre d'ici 2050. Vous allez tous contribuer, je l'espère, à cette augmentation importante.

Monsieur Lambert, le financement du secteur privé en recherche-développement a diminué au cours des 10 dernières années. En parallèle, de la recherche-développement se fait dans le secteur public, notamment au sein du gouvernement fédéral.

Voici ma première question: pouvez-vous nous expliquer la décroissance des investissements dans les domaines de la recherche-développement et de l'innovation dans le secteur privé? Pour ma part, cela m'inquiète. Cela devrait également inquiéter le secteur agricole.

• (1130)

[Traduction]

M. Tim Lambert: Je dirais que les Producteurs d'oeufs du Canada ont beaucoup investi dans les activités de recherche et développement. Nous finançons notamment un réseau de chaires de recherche au Canada. Nous avons ainsi une chaire de recherche en agroéconomie à l'Université Laval. Nous en avons une en politiques publiques sous la direction de Bruce Muirhead à Waterloo. Nous avons aussi une chaire de recherche en bien-être animal qui est dirigée par Tina Widowski à l'Université de Guelph. En outre, nous venons tout juste de créer une chaire de recherche en matière d'environnement durable au campus de Kelowna de l'Université de la Colombie-Britannique.

Notre enthousiasme à cet égard ne s'explique pas uniquement par les découvertes et les innovations découlant de ces efforts. À titre d'exemple, Nathan Pelletier de l'Université de la Colombie-Britannique a procédé à une analyse du cycle de vie qui démontre que nous produisons 50 % plus d'oeufs qu'il y a 50 ans tout en

utilisant la moitié moins de ressources. Nous comptons ainsi établir des repères de manière à accroître sans cesse notre efficacité. Nous voulons miser sur l'évolution technologique pour produire plus de protéines avec moins de ressources.

C'est aussi l'occasion pour un nombre important de jeunes, d'étudiants des cycles supérieurs... Certains vont poursuivre dans le domaine de la recherche, mais ils seront nombreux à venir travailler dans notre industrie. Les activités de recherche et développement figurent au rang de nos grandes priorités, parce que nous les considérons essentielles pour notre avenir, comme vous y aviez fait allusion dans votre question. Nous encourageons le gouvernement à maintenir, voire à augmenter, ses investissements dans la recherche. Il devrait s'agir en fait d'un partenariat public-privé.

[Français]

M. Pierre Breton: Merci beaucoup, monsieur Lambert.

Madame Tranberg, le gouvernement du Canada finance plusieurs initiatives de recherche-développement. Notre pays est d'ailleurs le septième en importance au chapitre des investissements publics dans la recherche-développement. Notre secteur agricole étant vigoureux, nous y consacrons évidemment beaucoup d'énergie et d'efforts.

Pourriez-vous nous parler de l'effet que cela a sur nos producteurs ici, au Canada? De quelle façon pourrions-nous les aider davantage? Comment nos programmes pourraient-ils être modifiés?

Il vous reste une minute et demie pour répondre.

[Traduction]

Mme Janice Tranberg: Il est bien évident que la recherche et les investissements ont un impact de tous les instants, comme Tim le mentionnait. Nous n'observons pas une augmentation du nombre de têtes de bétail au Canada, mais nous constatons que le poids moyen des animaux augmente. Tout comme il le disait, nous nous inspirons des recherches menées pour déterminer les moyens à prendre pour améliorer notre productivité. Comment en obtenir davantage avec moins de ressources?

Je n'ai malheureusement pas les chiffres exacts quant aux répercussions de ces investissements, mais je pourrai certainement vous les transmettre.

L'industrie de l'élevage bovin peut compter cette année sur l'une des plus importantes grappes de recherche grâce au financement obtenu du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie. Je vais vous dire un peu la même chose que Tim à ce sujet. Je pense que tout dépend de la manière dont nous mettons ces fonds à contribution en mobilisant tous les intervenants de l'industrie aux fins d'un partenariat avec le gouvernement. Nous constatons que les agriculteurs investissent proportionnellement beaucoup plus dans la recherche que les entreprises privées, par exemple.

Je ne serais pas prête à affirmer par contre qu'il y a diminution des investissements. Je ne suis pas convaincue que c'est effectivement le cas. Je crois qu'ils sont simplement davantage disséminés entre différents secteurs. Si les investissements visaient généralement par le passé des secteurs comme la production ou la génétique, on en voit aussi maintenant dans des innovations technologiques comme les distributeurs individuels qui permettent de fournir aux bêtes la quantité exacte d'aliments dont elles ont besoin et de suivre de près leur consommation pour augmenter leur gain de poids. Je crois qu'il y a de nombreuses activités en cours que l'on n'assimilerait pas nécessairement à la recherche comme on la conçoit généralement.

•(1135)

Le président: Merci, madame Tranberg. Je dois malheureusement vous interrompre.

Merci, monsieur Breton.

Monsieur MacGregor, vous avez six minutes.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPĐ): Merci, monsieur le président. Je vais essayer de poser trois questions.

J'aimerais d'abord m'adresser à Mme Tranberg. Il y a une chose que j'ai trouvée très intéressante. Vous avez indiqué dans vos observations que les émissions nettes de gaz à effet de serre sont nulles dans l'industrie de l'élevage bovin. Je m'intéresse de près au rôle important que peut jouer l'agriculture dans la lutte contre les changements climatiques. Je présume que ce rôle réside surtout dans le potentiel de piégeage du carbone qu'offre une saine gestion des pâturages. Pourriez-vous nous en dire un peu plus long à ce sujet?

Mme Janice Tranberg: Je suis désolée de ne pas pouvoir vous en dire vraiment beaucoup au sujet des pâturages, car je représente surtout le secteur des engraisseurs de bovins. De nombreuses recherches sont actuellement menées en vue de nous permettre d'optimiser l'indice de conversion alimentaire en nous assurant que nous utilisons les bons nutriments et les techniques de gestion appropriées.

Je suis désolée, mais...

M. Alistair MacGregor: Il y a une exploitation laitière de ma circonscription qui souhaite se doter d'un mécanisme de capture du biogaz produit par le fumier qui pourrait contribuer à l'alimentation du réseau de gaz naturel de FortisBC. Si cette initiative est couronnée de succès, nous pourrions diminuer notre recours au gaz naturel issu de la fracturation.

Y a-t-il dans votre secteur des projets semblables visant la capture du méthane pour en faire du biogaz?

Mme Janice Tranberg: Pas chez les engraisseurs de bovins à ma connaissance.

M. Alistair MacGregor: D'accord.

Monsieur Laskowski, vous nous avez parlé de la formation dispensée à vos chauffeurs ainsi que de la pénurie de main-d'oeuvre. Nous avons entendu des commentaires semblables concernant de nombreux autres secteurs.

Le mois dernier, le *Calgary Herald* publiait un article sur l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation régissant le transport du bétail.

Selon les données de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), quelque 98 % des expéditions de bétail se conforment déjà à des règles semblables. Les 2 % restants font toutefois en sorte, toujours suivant les chiffres de l'ACIA, que pas moins de 16 millions de bêtes arrivent à destination légèrement blessées alors qu'il y en a environ 1,6 million qui sont mortes à l'arrivée.

Nous parlons ici des perceptions au sein de la population. Je me demande simplement comment nous pourrions faire mieux concernant ces 2 % qui restent de telle sorte que les gens puissent en arriver à voir les choses sous un meilleur angle.

M. Stephen Laskowski: La question de la santé des animaux avant leur transport et à leur arrivée à destination représente un enjeu toujours prioritaire dans les relations entre nos membres et leurs clients. Nos chauffeurs reçoivent une formation qui leur permet de

repérer les bêtes qui ne devraient peut-être pas être transportées. En outre, les éleveurs eux-mêmes en font tout autant lors du chargement des camions, ce qui permet une double vérification.

C'est un sujet qui est jugé prioritaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement et qui fait l'objet de discussions incessantes entre nos membres, leurs clients et l'ACIA.

M. Alistair MacGregor: J'en ai discuté avec nos derniers témoins. Bien que la proportion de 2 % apparaisse tout à fait acceptable, cela fait tout de même une bonne quantité de bêtes quand on sait que l'on en transporte quelque 800 millions par année.

Quoi qu'il en soit, je me réjouis des mesures que vous prenez.

Messieurs Lambert et Pelissero, c'est formidable de pouvoir vous accueillir ici. Je suis très heureux que vous ayez parlé des visites dans les fermes car, comme vous le savez tous les deux, il y a dans mon coin de pays l'entreprise Farmer Ben's Eggs dirigée par Ian et Jen Woike. C'est en visitant leur ferme que j'ai eu droit à un premier aperçu des plus intéressants du fonctionnement de la gestion de l'offre et d'une exploitation ovicole moderne. Ils ont été des hôtes très attentionnés en accueillant sur leur ferme tout un groupe de politiciens de la vallée et en répondant à toutes les questions avec une grande franchise.

Votre secteur est soumis à la gestion de l'offre. Vous savez que vous bénéficiez d'un important soutien politique à cet égard. Y a-t-il des problèmes qui persistent quant à la perception des gens concernant votre industrie? Il n'est pas rare que des chroniqueurs s'en prennent à la gestion de l'offre. J'aimerais savoir comment vous évaluez la confiance et les perceptions du public dans ce contexte.

•(1140)

M. Tim Lambert: Nous consacrons en effet beaucoup de temps, d'énergie et d'efforts non seulement à nos activités de communication visant à susciter une plus grande confiance au sein de la population, mais aussi à l'application dans nos exploitations des normes dont j'ai parlé de même qu'à des initiatives de mobilisation communautaire comme les banques alimentaires et les clubs de petits déjeuners, un sujet dont j'ai moins parlé. Nous n'avons absolument aucun doute quant à la valeur de nos produits. Selon nous, il faut intervenir sur plusieurs tableaux pour s'assurer la confiance de la population.

Nous avons choisi de renoncer aux poulaillers conventionnels. Nous insistons souvent sur la nécessité de mieux informer la population, et il est vrai que nous devons raconter aux gens comment les choses se passent chez nous, mais nous puisons de notre côté dans la société les indications à suivre quant aux normes que l'on souhaiterait que nous respections. Nous nous devons de corriger les lacunes ainsi décelées.

Il y aura toujours des critiques à l'encontre de la gestion de l'offre. J'ai travaillé pendant huit ans dans l'industrie bovine, puis pendant 10 ans dans celle du porc, et voilà maintenant 16 ans que je suis avec les producteurs d'oeufs. Le système fonctionne. Il assure un rendement équitable aux agriculteurs qui ont un contrat social à remplir auprès des consommateurs. Tout s'équilibre.

Le président: Merci. Malheureusement, il ne reste plus de temps.

Merci, monsieur MacGregor.

Monsieur Longfield, vous avez six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins de leur présence aujourd'hui.

Je vais d'abord m'adresser à M. Laskowski. Vous avez témoigné récemment devant le comité de l'industrie dont je fais également partie pour parler de réglementation. Vous avez alors glissé quelques mots au sujet de la partie XII du Règlement sur la santé des animaux et de son adoption par l'industrie du camionnage. Pouvez-vous nous en dire plus long quant à la mesure dans laquelle votre secteur a effectivement adhéré à cette réglementation?

M. Stephen Laskowski: Je crois que nous acceptons d'une manière générale cette réglementation. Il y aura toujours certaines discussions quant à ce qui fonctionne vraiment ou pas, mais on peut dire en définitive que ces mesures réglementaires sont bien reçues. Nous voulons aller de l'avant avec cette réglementation pour toutes les raisons déjà mentionnées par d'autres témoins.

Une fois cela établi, la problématique s'articule en deux volets. Il faut dans un premier temps veiller à ce que les règlements soient suivis par tous les intervenants du secteur. Comme je l'ai indiqué lors de ma comparution devant cet autre comité, la réglementation est toujours une bonne chose, car elle nous permet d'aller de l'avant, mais les mesures visant à faire en sorte qu'elle soit respectée sont toutes aussi importantes. C'est l'autre question à régler. Le second enjeu est celui de la formation et des fonds qui y sont consacrés. Nous ne voulons pas avoir l'air de ceux qui reviennent sans cesse à la charge pour tendre la main afin d'obtenir plus d'argent, mais, reste quand même qu'il y a des besoins à ce niveau dans notre secteur au moment où le gouvernement du Canada essaie de déterminer comment il va répartir les fonds consacrés à la formation. Cela ne se limite pas à la formation générale, car il y a aussi des exigences particulières à remplir lorsqu'on transporte du bétail. Outre les compétences requises pour conduire un camion, il faut respecter des exigences très précises qui sont plus rigoureuses que jamais, et ce, pour d'excellentes raisons. Reste quand même que cela nécessite beaucoup de formation et qu'un financement à cette fin serait certes bénéfique pour notre industrie.

M. Lloyd Longfield: Merci beaucoup.

Monsieur Pelissero, je vous remercie de m'avoir invité à visiter votre exploitation. Grâce à Jake et à vous, j'ai droit à une excellente visite. Je n'avais pas du tout idée de la technologie qui doit être utilisée pour produire des oeufs. Quand je prends maintenant un oeuf dans ma main, je regarde l'épaisseur de sa coquille et je m'interroge au sujet de toutes ces composantes dont vous faites le suivi au quotidien.

Je suis abonné au compte @JakeandEggs sur les médias sociaux. Il a affiché un message au sujet d'un exposé concernant l'AQO qu'il a présenté devant les gens du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. Pouvez-vous nous dire en quoi consiste exactement l'AQO et dans quelle mesure ce programme pourrait permettre d'accroître la confiance de la population?

M. Roger Pelissero: Certainement. L'AQO est le Programme d'assurance de la qualité des oeufs. Ce programme est le résultat d'environ 10 ans de travail avec les provinces pour créer un logo et une marque qui seront imprimés sur les cartons d'oeufs et sur les menus et qui garantiront aux consommateurs que les oeufs qu'ils achètent, peu importe le type de bâtiment d'élevage utilisé, sont strictement conformes aux normes. Ces éléments aident également à confirmer qu'il s'agit d'oeufs canadiens. Nous avons des engagements commerciaux, et nous savons donc que des oeufs viendront combler les pénuries sur le marché à certaines périodes de l'année. Le Programme d'assurance de la qualité des oeufs établira ce lien et permettra de gagner la confiance des consommateurs. Comme nous

l'avons dit, nous espérons que cela aidera à mettre un visage sur les agriculteurs.

Nous tenterons également d'identifier les oeufs — cela se fait déjà — en imprimant des chiffres directement sur les oeufs. Le consommateur pourra se rendre sur un site Web, entrer ces chiffres et voir l'exploitation familiale qui produit ces oeufs. Les consommateurs pourraient donc connaître la provenance de leurs oeufs et cela renforcerait les liens.

● (1145)

M. Lloyd Longfield: C'est merveilleux. À Guelph, on parle des poules élevées en liberté comparativement aux poules élevées en cage. J'ai vu les cages, et ces poules sont très bien traitées. Des milliers et des milliers de cages ont des compartiments séparés plus sombres et plus tranquilles, où les poules peuvent aller pondre et s'abreuver. Peu importe leurs besoins en eau, les poules savent où aller les combler.

Dans quelle mesure la technologie liée aux cages est-elle récente ou répandue? Votre exploitation agricole est-elle différente d'un grand nombre d'autres exploitations?

M. Roger Pelissero: Comme vous l'avez dit, notre système de bâtiment d'élevage enrichi, qui existe depuis maintenant six ans, offre aux poules des nichoirs pour pondre leurs oeufs. Elles peuvent grimper sur un perchoir et avoir accès à des zones où elles peuvent gratter. Cela permet aux poules d'adopter une grande partie de leur comportement naturel.

Nos systèmes de bâtiments d'élevage traditionnels ne sont pas comme ceux qu'utilisait mon père en 1950. Ils sont différents. Toutefois, les consommateurs nous ont dit qu'ils voulaient que nous abandonnions le système de bâtiment traditionnel. Le système enrichi est-il parfait? Non. Le système d'élevage en liberté est-il parfait? Non. Il n'y a pas de système de bâtiment d'élevage parfait. Les producteurs d'oeufs canadiens veulent produire les oeufs que les Canadiens veulent acheter. Les Canadiens veulent avoir des choix, et nous leur offrirons donc des choix. Le système enrichi permet d'atteindre un équilibre où nous permettons aux poules d'adopter un comportement naturel et de produire des oeufs à un prix abordable tout en les traitant de façon appropriée.

M. Lloyd Longfield: Merci beaucoup.

Madame Tranberg, le Centre de recherche sur le boeuf d'Elora est situé juste au nord de Guelph. Ce centre examine l'alimentation et la santé des animaux. Certains de mes électeurs qui travaillent dans des bureaux qui offrent du soutien à l'industrie du boeuf m'ont dit que leurs bureaux pouvaient être envahis de gens qui militent contre l'industrie du boeuf. Savons-nous qui sont ces gens, comment ils ont accès aux bureaux et comment nous pourrions communiquer avec eux pour regagner leur confiance?

Mme Janice Tranberg: On continue de me poser d'excellentes questions auxquelles je ne crois pas pouvoir répondre.

Nous avons élaboré un protocole pour les exploitations agricoles. En effet, ce protocole aide les agriculteurs à gérer les gens qui pourraient se présenter sur leur exploitation agricole pour s'opposer à leurs activités et à leur fournir des réponses appropriées. Je n'ai pas entendu parler de cas où des gens envahissaient des bureaux.

M. Lloyd Longfield: Le Service de police de Guelph nous a parlé de cette situation.

Le président: Merci, monsieur Longfield.

Mme Janice Tranberg: Puis-je faire un suivi?

Le président: Monsieur Peschisolido, vous avez six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins d'aujourd'hui d'avoir livré un exposé très approfondi.

Monsieur Pelissero, comme vous, j'adore les oeufs. Je dis que c'est à cause du sélénium, mais je pense que c'est parce que ma grand-mère me cuisinait une délicieuse frittata le matin.

J'aimerais aussi vous féliciter, vous et M. Lambert, des changements que vous avez apportés. Je crois que le dilemme qui se pose pour la plupart d'entre nous en ce qui concerne l'industrie du bétail et la perception du public, c'est qu'on voit la viande de porc en même temps que le porc, et la viande de boeuf en même temps que la vache. Nous aimons beaucoup manger ces produits, mais nous sommes également préoccupés par les sentiments et la douleur ressentis par ces animaux.

Tout comme M. MacGregor, il y a des exploitations agricoles dans ma région. Il y a aussi une exploitation innovatrice appelée Rabbit River Farms. Vous connaissez peut-être la famille Easterbrook, qui a perfectionné la production des oeufs.

Pourriez-vous nous parler un peu des changements qui ont été apportés dans l'industrie avicole et dans l'industrie ovicole, afin de répondre aux demandes des gens qui souhaitent acheter des oeufs, mais qui se préoccupent également du bien-être des poules?

M. Roger Pelissero: Je peux parler de l'industrie ovicole.

La priorité des exploitants agricoles est toujours de prendre soin des poules. Cela a toujours été le cas. Nous avons été les premiers militants pour les droits des animaux. Nous nous préoccupons du bien-être de nos animaux et nous voulons qu'ils restent en santé. Tous les agriculteurs sont comme cela. Autrefois, je travaillais dans la production du porc. J'ai également des amis dans le secteur de la production du boeuf. La priorité d'un agriculteur est toujours le soin de ses animaux.

L'industrie ovicole a entendu les préoccupations exprimées par la population. Nous avons un tout nouveau code de pratique qui contient des lignes directrices à l'intention de tous les agriculteurs du pays sur les normes et les exigences en matière de bâtiment d'élevage.

Comme M. Lambert l'a dit, cela signifie que tous les agriculteurs, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, doivent respecter ces normes de production. Vous pouvez voir que ces normes n'ont pas seulement été élaborées par les agriculteurs. En effet, nous avons eu l'aide de la Société canadienne de protection des animaux et du Conseil canadien du commerce de détail. Des représentants de plusieurs groupes ont également collaboré à ce projet. Nous avons aussi tenu compte de recherches scientifiques qui expliquent comment nous devrions prendre soin de nos animaux, et nous avons tenu compte des préoccupations des consommateurs. C'est la façon dont nous avons procédé.

• (1150)

M. Joe Peschisolido: Madame Tranberg, vous avez parlé de l'importance de réintroduire l'agriculture dans les salles de classe. À Richmond, il y a la Kwantlen Polytechnic University et un homme appelé Kent Mullinix. Il dirige le département d'agriculture durable de cet établissement. Il a créé un système dans lequel il tente de former 30 ou 40 jeunes pour qu'ils deviennent des agriculteurs.

À votre avis, est-ce un modèle que nous pourrions étendre à l'échelle du pays?

Mme Janice Tranberg: Certainement.

M. Joe Peschisolido: Comment le gouvernement fédéral peut-il aider?

Mme Janice Tranberg: Récemment, j'étais présidente du programme Agriculture en classe Saskatchewan, un organisme qui élaborait un programme en vue de réintroduire l'agriculture dans les salles de classe et de l'intégrer dans le programme d'apprentissage. Je sais que les représentants du programme Agriculture en classe Canada comparaitront devant vous plus tard. De plus, un autre modèle d'exploitation agricole est actuellement en construction à l'extérieur de Saskatoon. C'est le même principe, c'est-à-dire qu'on y amène des étudiants pour leur montrer comment les animaux sont traités. Je crois que c'est un excellent modèle.

Comme vous l'avez dit, la viande de boeuf provient de la vache, mais je pense que les habitants de la ville croient que la viande de boeuf vient de l'épicerie. Nous devons donc établir ces liens et rapprocher ces deux notions.

M. Joe Peschisolido: Monsieur Laskowski, vous parliez du système national d'approvisionnement pour le transport des animaux, et vous avez mentionné la construction ou la création d'endroits pour arrêter. J'ai oublié la terminologie exacte, mais il s'agissait d'endroits où les animaux peuvent se reposer...

M. Stephen Laskowski: Ce sont des endroits où on nourrit les animaux et on leur donne à boire.

M. Joe Peschisolido: Vous avez dit qu'ils étaient à Thunder Bay et...

M. Stephen Laskowski: ... au Manitoba et en Saskatchewan.

M. Joe Peschisolido: Pourriez-vous nous en dire un peu plus?

M. Stephen Laskowski: Certainement. C'est simplement une question de logistique que le transport sécuritaire et légal des animaux, surtout sur de longues distances, fasse intervenir la chaîne d'approvisionnement. Le transport du bétail couvre maintenant de plus longues distances, et il faut donc que les conducteurs de camion s'arrêtent à certains moments.

Il y a deux exigences dans ce cas. Il y a le repos et l'alimentation des animaux et, manifestement, les heures de service du conducteur de camion. Il n'y a aucun conflit. En fait, le défi se pose dans un endroit qui fonctionne, sur le plan logistique, à la fois pour le conducteur et les animaux. En effet, il y a actuellement des zones de repos et d'alimentation à Thunder Bay et dans les environs, mais elles ont besoin d'améliorations. Pour la sécurité et le bien-être des animaux et pour les conducteurs, nous affirmons qu'il faut mener un examen de ces installations. Bien honnêtement, je crois que cet examen permettra d'arriver à la même conclusion, c'est-à-dire que nous devons investir dans ces installations.

M. Joe Peschisolido: Monsieur le président, il me reste seulement 10 secondes. Je vais donc m'arrêter ici.

Le président: Monsieur Shipley, vous avez deux minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci beaucoup.

J'ai seulement deux minutes.

Tout d'abord, j'aimerais féliciter tous les témoins de ce qu'ils font pour leur excellente industrie.

En ce qui concerne le déplacement des animaux, ce qui me préoccupe, c'est que nous avons des camions qui transportent des porcs, par exemple, jusqu'aux abattoirs. Nous avons des gens qui leur donnent à boire en route, par les côtés du camion. Je ne sais pas si c'est de l'eau ou s'il s'agit d'un produit qui pourrait empoisonner un animal. Si un animal est empoisonné, est-ce vrai que l'exploitant agricole perd tout le chargement?

M. Stephen Laskowski: Je ne peux pas parler du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement relativement au transport des animaux.

À titre de camionneur, je me suis informé. Nous nous informons. Le problème avec le fait d'abreuver les porcs dans la chaleur, c'est qu'ils peuvent subir une crise cardiaque.

M. Bev Shipley: Oui. Je ne crois pas qu'une demi-bouteille d'eau leur fera avoir une crise cardiaque. C'est le principe de ce qui se passe.

Merci. Monsieur Pelissero et monsieur Lambert, importons-nous des oeufs?

M. Roger Pelissero: Oui.

M. Bev Shipley: Les exploitations agricoles d'où viennent ces oeufs doivent-elles satisfaire aux mêmes normes en matière d'alimentation et de bâtiments d'élevage que vous devez respecter?

M. Roger Pelissero: En bref, non. Ces exploitations agricoles satisfont aux normes de l'ACIA, mais comme je le disais plus tôt, j'ai parlé aux ministres actuels de mes préoccupations au sujet des normes qui régissent le bien-être des animaux. Ces exploitations respectent certaines normes liées à l'alimentation des animaux, mais ce n'est pas le cas en ce qui concerne leur bien-être.

• (1155)

M. Bev Shipley: Cela pose-t-il un problème pour l'économie de nos industries, qu'il s'agisse du bétail, du porc, du boeuf, des oeufs ou des produits laitiers? Nos normes sont-elles parmi les plus élevées dans le monde?

M. Roger Pelissero: Nous avons certaines des normes les plus élevées dans le monde.

M. Bev Shipley: Merci. Maintenant, nous sommes en mesure de faire venir des produits qui ne satisfont pas à ces normes, mais parce qu'on prend un échantillon — cela me dérange toujours énormément —, la prochaine question concernera les antibiotiques. En effet, on juge que le produit ne contient pas d'antibiotique lorsqu'il arrive, car il respecte une norme en matière de niveau de résidu, mais cela n'a rien à voir avec la façon dont l'animal est élevé ou avec la façon dont il est transporté dans le pays, etc.

Est-ce exact?

M. Roger Pelissero: C'est exact, monsieur. Les États-Unis ont différentes normes en matière d'utilisation d'antimicrobiens que le Canada. C'est différent là-bas.

Le président: Merci. Malheureusement, le temps est écoulé.

M. Bev Shipley: Vous êtes sévère.

Des députés: Ha, ha!

Le président: Je m'occupe de vos prochaines questions. C'est ce que je dois faire.

M. Bev Shipley: Puis-je demander aux témoins d'envoyer une réponse à une question?

Le président: Certainement. Si vous souhaitez faire parvenir quelque chose au Comité, n'hésitez pas...

M. Bev Shipley: Est-ce que chacun des témoins pourrait me dire ce qu'il fait pour changer l'opinion publique, comment le gouvernement fédéral peut l'aider, et ce que nous devrions faire? Je pose ces questions, car l'opinion publique est un élément très important.

Le président: Merci, madame Tranberg, monsieur Laskowski, monsieur Shoon, monsieur Lambert et monsieur Pelissero.

Nous prendrons une brève pause de cinq minutes.

• (1155)

_____ (Pause) _____

• (1200)

Le président: Bienvenue à la deuxième heure de notre réunion sur la perception et la confiance du public à l'égard du secteur agricole canadien.

Dans ce groupe de témoins, nous accueillons d'abord Mme Johanne Ross, directrice générale d'Agriculture en classe Canada.

Du Conseil de l'innovation agroalimentaire, nous accueillons M. Serge Buy, président-directeur général.

Du Réseau pour une alimentation durable, nous accueillons Mme Diana Bronson, directrice générale et Leticia Deawuo, directrice de Black Creek Community Farm.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à tous les témoins. Nous entendrons d'abord des exposés de six minutes chacun.

Voulez-vous commencer, madame Ross?

Merci. Vous avez six minutes.

Mme Johanne Ross (directrice générale, Agriculture en classe Canada): Je vous remercie, monsieur le président et membres du Comité, de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour vous parler de l'importance d'introduire l'éducation en matière d'agriculture dans les salles de classe d'un bout à l'autre du Canada.

Je suis très fière d'être ici aujourd'hui à titre de directrice générale d'Agriculture en classe Canada. Vous m'entendrez parfois appeler notre organisme ACC. C'est le nom que nous utilisons.

Toutefois, avant de parler d'Agriculture en classe Canada, j'aimerais vous parler un peu de moi-même. J'ai grandi dans la ville de Winnipeg, et après avoir obtenu mon baccalauréat en sciences de l'agriculture en 1988, j'ai déménagé dans l'Ouest du Manitoba avec mon mari pour devenir agricultrice. Nous avons élevé nos enfants sur l'exploitation agricole et nous avons bâti notre exploitation de vaches et de veaux là-bas, et c'est là que j'habite toujours aujourd'hui.

J'ai occupé différents rôles au cours de ma carrière dans le secteur agroalimentaire, mais il ne fait aucun doute que le rôle le plus satisfaisant et le plus exigeant est celui que je joue au sein d'Agriculture en classe Canada depuis les 20 dernières années.

Agriculture en classe Canada est l'instrument qui raconte l'histoire de l'agroalimentaire dans les écoles de notre pays. Nous sommes un organisme de bienfaisance canadien composé de neuf organismes membres provinciaux, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve-et-Labrador.

Nous sommes tous directement ou indirectement liés à l'agriculture, mais le secteur agroalimentaire canadien est pourtant affligé d'un grand problème de confiance, comme en témoigne l'étude que vous avez entreprise. De plus, le secteur agricole connaît une grave pénurie de main-d'oeuvre qui semble s'aggraver. Maintenant plus que jamais, il est essentiel que les communicateurs du secteur agricole racontent de plus en plus fort et avec de plus en plus de fierté la vraie histoire de l'agriculture canadienne avec transparence et ouverture.

Pourquoi avons-nous besoin d'éducation en matière d'agriculture? En termes simples, il y a un manque de communication lié à l'information agricole dans nos écoles. Aujourd'hui, il y a plus de cinq millions de paires d'oreilles et d'esprits curieux dans les écoles canadiennes. Non seulement les élèves représentent-ils presque 15 % de la population canadienne, mais ils sont aussi les consommateurs, les décideurs, les électeurs, les leaders, les décideurs et, bien sûr, les travailleurs de demain.

La réalité, c'est qu'il n'est certainement pas facile de communiquer à nos élèves des renseignements véridiques sur l'agriculture. En effet, les médias sociaux ont changé les règles du jeu de l'apprentissage, et des célébrités qui n'ont aucune formation scientifique inspirent souvent plus confiance que les scientifiques de renom.

Des films qui ne présentent pas l'agriculture de façon positive ou exacte, par exemple *Food, Inc.* et *Cowspiracy*, dont vous avez peut-être déjà entendu parlé, sont projetés dans des milliers de salles de classe. Ils font partie des plans de cours de certains enseignants.

On dit tellement de choses au sujet des aliments que nous consommons — souvent aux jeunes —, et les élèves sont donc désorientés et ils ont de la difficulté à faire leurs propres choix alimentaires.

Aussi récemment que cette semaine — je sais que vous en avez déjà parlé —, des militants ont envahi des exploitations agricoles, et les élèves suivent le déroulement de ces événements dans la paume de leur main.

Ce ne sont là que quelques exemples des raisons pour lesquelles nous devons augmenter le volume des conversations sur l'agriculture dans les salles de classe canadiennes. Si nous ne le faisons pas, d'autres groupes seront heureux de le faire pour nous. En fait, il existe de nombreux organismes dont le travail consiste à faire exactement cela, c'est-à-dire diffuser des mythes et de la désinformation sur l'agriculture canadienne dans les salles de classe et ailleurs.

Pourquoi les enseignants et les élèves feraient-ils confiance à ACC en cette période de méfiance du public? ACC a gagné cette confiance d'un bout à l'autre du pays en adhérant à certains principes, à savoir l'exactitude, l'équilibre et la modernité.

L'objectif d'ACC n'est pas de promouvoir l'industrie agricole, mais d'offrir des ressources véridiques et authentiques et des expériences d'apprentissage sur l'agriculture dans son ensemble qui sont exactes, inclusives et fondées sur l'agriculture moderne.

Nos principes nous guident dans toutes nos activités, de la rédaction d'un plan de leçon à l'organisation d'une excursion sur le terrain, en passant par la présentation d'un conférencier en classe lors d'un événement comme le Mois de sensibilisation à l'agriculture canadienne, qui est en cours. Agriculture en classe Canada racontera toujours l'histoire complète de l'agriculture, en mentionnant toutes les pratiques, tous les systèmes et toutes les carrières.

Au-delà de ces principes, d'autres domaines nous distinguent aux yeux des éducateurs. Nous encourageons intrinsèquement la pensée

critique, l'apprentissage fondé sur la recherche et des discussions solides, voire des débats, sur toutes les initiatives.

Quelles sont les lacunes dans les salles de classe canadiennes en ce qui a trait à l'information agricole? On devrait peut-être plutôt se demander où elles ne sont pas. Dans la plupart des provinces et territoires du Canada, sinon tous, le sujet de l'agriculture ne fait pas partie du programme de base. Par conséquent, les notions agricoles ne sont pas souvent abordées et, si elles le sont, l'information doit être liée et intégrée aux matières prescrites par les provinces comme les sciences, les sciences humaines et les mathématiques. Les enseignants n'ont pas le temps, l'expertise ou, dans bien des cas, l'intérêt de le faire, et ils n'ont pas nécessairement accès à des renseignements exacts. C'est à ce moment-là qu'intervient Agriculture en classe Canada.

• (1205)

Notre force, c'est d'intégrer l'information agricole dans le programme d'études, et les enseignants en sont fiers, parce que la plupart des pédagogues veulent transmettre cette information importante à leurs élèves. Toutes nos ressources pédagogiques, tous nos programmes et initiatives pour rejoindre notre clientèle sont reliés, par le programme d'études, à la matière à enseigner, en 2^e comme en 12^e année. Nous travaillons à tous les niveaux, et nous obtenons des résultats.

Agriculture en classe Canada exerce une influence considérable, comme en fait foi la clientèle de plus d'un million d'élèves que nous avons rejoints l'année dernière. La force et la réussite de notre organisation résident en partie dans notre foi profonde dans le partenariat et la culture de collaboration. Nous avons collaboré étroitement avec des centaines de partenaires du secteur agricole, d'agriculteurs, d'entreprises agricoles, de détaillants et même d'enseignants et de professionnels de la santé pour réaliser de nombreuses initiatives couronnées de réussite dont j'espère pouvoir parler pendant la période de questions.

Une jeunesse informée, inspirée, qui comprend l'importance de la pensée critique, voilà le facteur déterminant de la confiance du public et de la main-d'oeuvre dont l'agriculture canadienne a besoin pour être des plus concurrentielles sur les marchés mondiaux. Agriculture en classe Canada est l'organisation qui, pour son compte, continuera d'animer cet effort dans les classes de nos pays.

Merci.

Pour vous en dire plus, j'attends avec impatience vos questions.

Le président: Merci, madame Ross.

Maintenant, entendons le représentant du Conseil de l'innovation agroalimentaire, M. Serge Buy, qui dispose de six minutes.

M. Serge Buy (président-directeur général, Conseil de l'innovation agroalimentaire): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis ravi de me trouver ici, particulièrement en compagnie de deux excellentes organisations. Le sujet est particulièrement bien choisi.

Dans l'exposé et le mémoire que nous vous avons fait parvenir, nous avons formulé trois recommandations concrètes. Ayant entendu M. Shipley demander aux témoins antérieurs ce qu'ils feraient ou ce qu'ils recommanderaient au Comité de faire, je suis certain que ces recommandations sont centrales.

Dans tous les secteurs, la confiance du public est indispensable. Les consommateurs subissent diverses influences comme le prix, la disponibilité du produit, son aspect, etc., mais la confiance est essentielle pour créer et maintenir un bon rapport entre toute la chaîne de production et de distribution, d'un côté, et le public, de l'autre.

Nous avons vu l'importance de maintenir la confiance du public dans le débat sur la vaccination. Les dirigeants de la recherche agroalimentaire ont reconnu que la confiance du public était l'enjeu le plus important pour l'agriculture. Les consommateurs, qui entretiennent une image révolue de l'agriculture, semblent ne pas avoir confiance dans les progrès techniques et scientifiques dans l'agroalimentaire. Ils font confiance à l'agriculteur qui vend ses produits sur le marché fermier local, mais ils auraient une réaction de désapprobation à l'idée que la recherche se profile derrière presque tout ce que l'agriculteur vend, de la sélection végétale aux nouveaux types de conditionnement en passant par l'emploi de pesticides, etc. L'image de l'agriculteur surveillant son troupeau de bovins du haut de son cheval les rassure, mais, parfois, ils mettent en question la viande de boeuf vendue dans les épiceries.

Pourquoi ces remises en question?

La première explication est peut-être la méconnaissance de la nature de l'agriculture. Le témoin qui m'a précédé l'a soulevée. Ça a été soulevé dans la plupart des exposés que vous avez entendus sur la question. À la création de notre organisation, en 1920, l'agriculture était une source importante d'emploi. La population canadienne était majoritairement rurale plutôt qu'urbaine. La chaîne de production et de distribution de l'agroalimentaire était mieux comprise et mieux acceptée.

Le deuxième facteur est la fiabilité de l'information que le consommateur consulte sur l'agroalimentaire. Cette information est assez souvent le délire d'individus qui se sont improvisés experts. La propagation de faussetés dans les médias sociaux et même traditionnels, comme vous l'avez aussi entendu, est un enjeu déterminant pour nous.

Ensuite, il y a l'opacité qui semble envelopper les progrès scientifiques dans l'agroalimentaire. Mal expliqués, ils sont souvent rejetés, malgré les millions que le gouvernement fédéral et les associations industrielles consacrent à divers programmes tels que la salubrité des aliments à la ferme, la salubrité des autres aliments et l'assurance-qualité, dont certains ne vous sont pas inconnus. Tout cet argent n'a pas réussi à dissiper la méfiance.

L'une des principales causes est l'absence de source unique de renseignements dignes de confiance sur les progrès scientifiques dans l'agroalimentaire. Vous avez entendu parler de la confiance souvent plus grande qu'on met dans des acteurs absolument dépourvus de connaissances de base plutôt que dans des scientifiques. Pourquoi? C'est une question très importante. Eh bien, les consommateurs ne savent pas à quel saint se vouer. Ils n'ont aucun moyen de savoir à qui s'adresser pour être bien informés. Voilà pourquoi notre première recommandation concrète est d'élargir le mandat du conseiller scientifique en chef et d'accorder plus de ressources à son bureau pour détruire les fausses idées et promouvoir l'innovation agroalimentaire d'origine canadienne.

Dans son rapport de 2018 déposé la semaine dernière, je crois, la conseillère scientifique en chef du Canada, Mona Nemer, a dit que la communication scientifique est essentielle à l'information des citoyens ainsi qu'à la bonne santé et à la mobilisation de la société. Elle confie une bonne partie de la responsabilité aux communicateurs scientifiques. Nous sommes d'accord.

Il y a trois ans, notre conseil a organisé une conférence sur la diffusion efficace des résultats de la recherche en agroalimentaire. Nous avons donc produit, pour les chercheurs, un outil qui ferait connaître les résultats de leurs travaux, mais la tâche ne devrait pas être seulement confiée aux communicateurs scientifiques. Nous croyons aussi qu'il incombe au gouvernement fédéral de jouer un rôle déterminant dans ce processus. Il le pourrait grâce au mandat élargi et au bureau mieux doté en ressources du conseiller scientifique en chef.

Notre deuxième recommandation est que le gouvernement fédéral joue un rôle dans la promotion d'un dialogue rassembleur et du partage de l'information à l'intérieur des secteurs de l'agroalimentaire et entre eux. La diffusion des connaissances sur les progrès scientifiques, les pratiques exemplaires, etc., tout cela aiderait à renforcer le secteur agroalimentaire. Le public ferait davantage confiance à ce secteur, une fois qu'il serait renforcé, mieux reconnu, plus visible.

● (1210)

Enfin, notre troisième recommandation est que le gouvernement fédéral favorise les initiatives qui intéresseront davantage les Canadiens à notre secteur agroalimentaire et les amèneront à mieux le connaître, peut-être par des initiatives d'agriculture urbaine lancées par des mouvements locaux, les marchés fermiers et même des initiatives comme Agriculture en classe Canada — comme l'a laissé entendre le témoin qui nous a précédés.

Ces liens plus forts raffermiront la confiance du public, que nous essayons de gagner ou de conserver. Nous croyons que c'est vraiment important.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Buy.

Maintenant, entendons le Réseau pour une alimentation durable.

Qui fait l'exposé? Vous partagez-vous la tâche?

[Français]

Mme Diana Bronson (directrice générale, Réseau pour une alimentation durable): Je vais commencer.

Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est un plaisir de témoigner devant le Comité aujourd'hui. Je parle au nom du Réseau pour une alimentation durable, qui regroupe des organisations et des individus de partout au Canada. Le Réseau vise trois objectifs interreliés: éradiquer la faim, promouvoir l'accès à des aliments sains et salubres, et mettre sur pied un système alimentaire durable.

[Traduction]

Je suis accompagnée de Leticia Deawuo, de Black Creek Community Farm, l'une de nos organisations membres.

Le coeur de mon message est que la confiance du public ne se résume pas à un exercice de relations publiques. Très souvent, la discussion dévie vers les moyens par lesquels l'industrie peut mieux sensibiliser les consommateurs qui ne comprennent pas l'agriculture, la science, les marchés ou les organismes génétiquement modifiés, à cause de leur naïveté, qui est particulièrement grande chez les millénariaux, les passionnés de cuisine et les mères.

Aujourd'hui, je vous invite à plus de recul devant la confiance du public.

Je ne crois pas que la chute de cette confiance découle d'une méfiance à l'égard des agriculteurs. Elle provient plutôt de l'impossibilité, pour 4 millions de Canadiens, de s'offrir un régime alimentaire sain; de notre gaspillage, chaque année, de 49 milliards de dollars de denrées alimentaires, une farce économique et écologique qui révèle le désarroi de la politique publique.

Nous élevons une génération d'enfants frappés dans des proportions épidémiques par des maladies liées à l'alimentation, qui, si nous ne réagissons pas bientôt, plomberont notre système de santé publique.

Enfin, nous manquons de renseignements accessibles, fiables, indépendants sur les répercussions environnementales de notre système alimentaire et la qualité des aliments.

Les consommateurs veulent manger des aliments sains, dont la production est soutenable — bons pour leur métabolisme et la planète. Le nouveau Guide alimentaire du gouvernement canadien ne bénéficie pas peut-être de l'appui unanime des membres du Comité, mais notre réseau lui a réservé un accueil très chaleureux. Ce guide a notamment détourné l'attention de ce que nous mangeons pour la reporter sur notre façon de manger, ce qui pourrait être très prometteur économiquement pour les agriculteurs canadiens et ce dont on a peu parlé. C'est à l'image de ce qui doit arriver à la confiance du public. Nous devons parler non seulement de nos produits, mais aussi de nos méthodes de production.

Nous devons commencer à envisager un système alimentaire unissant santé économique, équité et objectifs écologiques plutôt que de les percevoir comme des compromis. Nous attendions l'annonce de la nouvelle politique alimentaire canadienne depuis plus d'un an. C'est un sujet que votre comité a étudié, sur lequel il a rédigé un rapport solide et sur lequel beaucoup de mes collègues et moi-même avons eu l'occasion de témoigner.

L'une des recommandations que vous avez avalisées dans ce rapport était celle de la création d'un conseil national ou d'une commission consultative de la politique alimentaire, une institution sans lien de dépendance, où les organisations de la société civile, l'industrie, des experts indépendants et divers ministères pourraient se rassembler et discuter au lieu de monologuer chacun dans son coin.

• (1215)

[Français]

Après mon témoignage aujourd'hui, j'assisterai au huis clos pour le budget fédéral. J'espère que les annonces de cet après-midi comprendront la création d'un conseil national des politiques. Ce serait une grande victoire pour la confiance du public dans notre système alimentaire.

[Traduction]

J'expose rapidement quatre recommandations: ne considérez pas la question comme un exercice de communication, parce qu'il faut s'attaquer à des problèmes de fond. Dites non aux tables rondes constituées uniquement de représentants de l'industrie sur la question de la confiance du public; faites appel à des organisations de la société civile qui bénéficient d'appuis. Créez un conseil national de la politique alimentaire. Annonçons cette politique alimentaire.

Mme Leticia Deawuo (directrice, Black Creek Community Farm, Réseau pour une alimentation durable): Je vous remercie de votre invitation. Je vis dans le quartier torontois de Jane et Finch et je suis également la directrice de la ferme communautaire du ruisseau Black. J'estime important que quelqu'un comme moi puisse venir vous présenter un point de vue différent sur notre communauté.

Notre ferme communautaire est un organisme sans but lucratif situé dans le quartier de Jane et Finch. Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire l'isolement social et d'améliorer l'emploi et l'éducation.

Beaucoup d'habitants du quartier et de communautés semblables affrontent de nombreux problèmes systémiques. L'une des principales difficultés est d'accéder à des légumes frais, abordables, culturellement appropriés, sains et écologiques. Un taux élevé d'habitants de mon quartier souffrent de maladies liées à l'alimentation, comme l'hypertension, le diabète, l'hypercholestérolémie, pour ne nommer que celles-là. Les légumes et les fruits frais y sont chers et de moindre qualité. Les aliments transformés, bien sûr, abondent. Le macaroni au fromage est toujours en solde. Je vous garantis que, chez No Frills, je peux en trouver à un prix très abordable.

Pourquoi les légumes vendus à Rosedale devraient-ils être différents par la valeur nutritive et la qualité de ceux qui se vendent dans le quartier de Jane et Finch? La majorité des travailleurs agricoles de notre pays sont de race noire ou brune. Pourquoi faut-il que les légumiers soient également soumis aux plus grandes injustices pour l'accès à des légumes frais et abordables?

Pourquoi la confiance du public? Les petites exploitations agricoles et les petits agriculteurs, particulièrement les Noirs et les Autochtones qui travaillent, contre toute prévision, à nourrir leurs communautés, n'obtiennent pas le même appui fédéral que les autres. Les budgets de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont établis de manière à appuyer les grosses entreprises de l'agrinégoce et non des organisations comme la mienne. Les gagne-petit sont souvent harcelés par la police dans leurs communautés. Je suppose donc que je suis venue dire, vu que mon temps est écoulé, que la confiance du public se construit de bas en haut et non nécessairement de haut en bas.

J'attends avec impatience de répondre à vos questions et de vous en dire davantage. Merci.

• (1220)

Le président: Les membres du Comité pourront poser des questions. Merci, mesdames.

Monsieur Dreeshen, vous disposez de six minutes.

M. Earl Dreeshen: Merci beaucoup.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins.

J'ai déjà enseigné. Les mathématiques, la physique et l'agriculture, en Alberta, pendant 34 ans. L'un de mes premiers soucis était de m'assurer que nous comprenions la perception de l'agriculture dans tout le pays.

Madame Ross, j'applaudis votre travail. Avant, dans le programme scolaire, on se contentait simplement d'envoyer quelqu'un qui avait quelques connaissances de l'agriculture visiter quelques classes de quatrième ou de cinquième année — je ne me souviens pas laquelle — dans peut-être une ou deux écoles de la communauté, et nous en étions satisfaits.

Il faut un peu plus que ça. Nous devons nous assurer que nos enseignants... Encore une fois, en ma qualité d'enseignant, je sais que si les plans des cours sont accessibles, c'est là qu'on le vérifiera. Les seuls qui ont pris le temps d'en élaborer ont été des groupes de militants et ainsi de suite. C'est donc uniquement ce que les enfants entendent. Vous en avez donné quelques exemples aussi.

Il est très important que nous parlions à nos départements d'agriculture et de pédagogie et que nous les mettions en contact. Sinon, ils succomberont à la facilité pour l'obtention des résultats, et ce sera leur position de départ. Je pense que c'est vraiment l'un des éléments essentiels de l'affaire.

La vérité, en agriculture... J'ai assisté à une conférence, à Red Deer, il y a un certain temps, où on a parlé de méthane et de la relation avec l'élevage de bovins et de races laitières, et comment, en fait, il se produit moins de méthane aujourd'hui qu'il y a 30 ou 40 ans, quand le cheptel était plus nombreux. C'est en raison de l'efficacité. Nous ne pouvons pas toujours parler d'efficacité ou des grandes exploitations agricoles et ainsi de suite, où gît le diable. Nous devons tenir compte du fait que la leçon nous a servi ainsi qu'aux petites exploitations pour qu'elles emploient la technologie après qu'elle leur a été montrée.

Ce sont des aspects incontournables de la question.

Les plans de cours, les excursions sur le terrain, la Semaine de sensibilisation à l'agriculture canadienne et les carrières en agriculture... Peut-être que vous, madame Ross, vous pourriez prendre quelques minutes et mentionner des moyens qui, selon vous, nous permettraient la coordination avec votre organisme canadien de charité pour que des groupes, de l'industrie ou de la communauté du ruisseau Black, puissent entrer en contact avec vous et soient mobilisés par vous.

Mme Johanne Ross: Absolument. Merci, monsieur Dreeshen.

Parmi les idées que vous avez exprimées, l'une d'elles est vraiment importante. Je commence par elle. C'est que l'agriculture n'est pas un programme de cours. Les enseignants éprouvent des difficultés à introduire quelques notions d'agriculture dans leur enseignement. Ils n'ont pas le temps d'apporter des notions nouvelles sans lien avec la matière. C'est ce qui explique vraiment notre réussite, partout au Canada, en Alberta et ailleurs: tout ce que nous offrons aux enseignants est utilisable et relié à la science, aux études sociales ou à la matière, peu importe laquelle, qu'ils veulent enseigner.

Je mentionnerai certaines de nos réussites récentes pour notre organisation nationale. Je n'ai peut-être pas dit, dans mon exposé, que notre organisation est reconnue comme nationale depuis quatre ans. Les organisations provinciales fonctionnaient partout dans le pays, mais la voix nationale ne se fait entendre que depuis quatre ans. Nous représentons maintenant les organisations provinciales.

Nous avons, sur notre site Web, une grille des ressources pour les éducateurs canadiens, ce qui signifie que tout enseignant, dans n'importe quelle province ou territoire, peut la consulter, appliquer des filtres à sa matière, à l'endroit où il enseigne et à tel niveau scolaire, même des filtres thématiques. Un simple clic fera s'agencer entre elles toutes les ressources en fonction des besoins. Le professeur de physique de 10^e année, en Alberta, peut même y trouver des ressources utiles à cette matière. C'est de cette manière que l'agriculture peut trouver à s'employer dans presque toutes les matières. C'est un exemple d'une possibilité qui nous emballe beaucoup.

Cette grille donnera lieu à un projet de taille, comme vous pouvez l'imaginer. Nous continuerons de la remplir en affectant des ressources qui correspondront au mandat de notre organisation,

dont nous avons parlé, et qui doivent s'insérer dans le programme d'études.

Des initiatives à nous permettent de rejoindre notre clientèle. Songez à l'initiative des carrières en agriculture dont vous avez parlé. Nous l'appliquons à la grandeur du pays. Nous y demandons seulement aux élèves une curiosité pour une carrière en agriculture et dans le secteur alimentaire. Il faut qu'ils comprennent que c'est beaucoup plus que de la simple exploitation agricole. Bien sûr, l'agriculture est la base — nous ne serions pas ici, si ce n'était d'elle —, mais il y a tellement de carrières uniques en leur genre et stimulantes pour les élèves. Ils ne les connaissent pas, parce qu'ils pensent qu'agriculture égale exploitation agricole.

• (1225)

M. Earl Dreeshen: Merci beaucoup.

Comme le sujet est la perception et confiance du public à l'égard du secteur agricole canadien, monsieur le président, un avis de motion a été présenté la semaine dernière. J'aimerais maintenant proposer cette motion.

Elle dit:

Que, conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité invite les témoins suivants à comparaître au sujet de la récente révocation par le gouvernement chinois du permis d'exportation de canola de Richardson International sur le marché chinois:

le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;

le ministre de la Diversification du commerce international; et

la ministre des Affaires étrangères;

et que tous les témoins comparaissent au plus tard le jeudi 21 mars 2019.

Le président: Merci, monsieur Dreeshen.

Allez-y, monsieur Hoback.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Merci, monsieur le président. Merci, chers collègues.

Je tiens à remercier les témoins.

Je m'excuse. C'est une chose qui coûte cher aux agriculteurs, et nous devons nous en occuper. Il est important que ce comité se concentre maintenant là-dessus. Cela ne minimise en rien ce que vous faites valoir. Nous respectons ce que vous avancez et les questions que vous voulez aborder. Ce n'est pas comme si nous ne voulions pas les aborder, mais au cours des six dernières semaines, nous avons vu le canola se dévaluer sur le marché, à hauteur de 1 milliard de dollars à la ferme. Nous avons des agriculteurs dont le canola est encore dans des silos à cause d'une décision politique.

Je pense que tous les membres du Comité s'entendraient pour dire que notre produit est le meilleur au monde. La qualité du canola ou des aliments que le Canada exporte partout dans le monde ne fait aucun doute. Nous savons qu'elle est bonne. Nous sommes maintenant aux prises avec une situation parce que la Chine a pris la décision politique de recourir à une barrière commerciale non tarifaire pour limiter l'envoi de cargaisons de canola de James Richardson International vers la Chine.

Comme je l'ai dit, l'incidence sur le marché de cette décision de retour à la ferme au Canada est une perte de valeur de 1 milliard de dollars pour le canola entreposé dans les silos.

Nous sommes dans une situation où les agriculteurs pensent à ce qu'ils planteront au printemps. Ils voient la perte de valeur sur le marché. Ils ne savent pas quel est le plan de match pour normaliser la relation avec la Chine. Ils doivent décider s'ils planteront du canola, des pois, de l'orge de brasserie, des lentilles. Il vaut peut-être mieux ne pas planter de canola dans le contexte actuel.

Il est très important que le Comité examine tout de suite la question, le plus rapidement possible. Le canola se dévalue tous les jours. Le marché réagit à ce qui se passe, et le gouvernement n'a pas envoyé de message clair quant à la voie à suivre. Nous n'avons pas d'ambassadeur en Chine pour le moment. Nous ne savons pas trop ce que les fonctionnaires de l'ACIA font sur le terrain là-bas. Nous ne savons pas quand un ministre se rendra en Chine pour discuter de la situation.

Je peux vous assurer que lorsque M. Ritz était ministre de l'Agriculture, dans ce genre de situation, il prenait essentiellement l'avion le jour suivant. La dernière fois que cela s'est produit, le premier ministre était en Chine moins d'un mois plus tard pour parler du canola. Il a remédié à la situation, et nous avons retrouvé notre part de marché.

Cette part de marché représente environ 26 milliards de dollars pour l'économie canadienne. Elle constitue 25 % des recettes agricoles. La majeure partie des rendements du secteur agricole vient du canola. C'est énorme. C'est pourquoi j'ai espéré que le Comité se réunisse il y a deux semaines lorsque je l'ai d'abord demandé. J'espérais alors que notre collègue du NPD signe la lettre. Je comprends qu'il ait eu quelques ennuis qui l'ont empêché de venir. Il fallait toutefois intervenir sur-le-champ, voire la semaine dernière, et cela n'a pas été le cas.

Je pense qu'il est maintenant important que le Comité s'attaque à la question, qu'il en fasse vraiment une affaire urgente et qu'il comprenne la gravité de la question pour les producteurs dans l'Ouest canadien et pour l'économie du pays en général. Faites comparaître les trois ministres.

Pourquoi les trois ministres? C'est parce que cela touche à trois domaines distincts du gouvernement. Il y a le commerce, ce qui signifie que le ministre du Commerce doit participer, ce qui ne fait aucun doute. La ministre de l'Agriculture doit en faire autant puisque l'ACIA joue un rôle dans cette situation.

La semaine dernière, lors de sa tournée dans l'Ouest pour tenir des conférences de presse, la ministre de l'Agriculture a omis la Saskatchewan. Nous ne comprenons pas pourquoi une ministre de l'agriculture ne se rend pas en Saskatchewan pour apprendre sur l'agriculture. Dans la province, cela dépasse notre entendement.

Ce qui nous préoccupe, c'est que la ministre de l'Agriculture a affirmé que la ministre des Affaires étrangères est responsable du dossier. Si c'est le cas, il est alors très important qu'elle témoigne devant ce comité. Elle doit expliquer le placement de fonctionnaires de l'ACIA, la raison pour laquelle nous avons des ressources sur le terrain en Chine. Une préoccupation émane des discussions avec les gens du secteur, à savoir que nous n'avons pas assez de personnes sur le terrain dans nos ambassades du monde entier.

Nous voyons maintenant sans cesse des barrières non tarifaires être érigées. Nous en voyons au Pérou, au Vietnam. Nous en voyons aussi en Italie pour le blé dur et maintenant en Chine pour le canola. On craint que l'orge de brasserie et les légumineuses soient également touchées. La ministre des Affaires étrangères doit nous dire, pour rassurer les agriculteurs et les Canadiens sur l'intégrité de notre système, que nous avons des ressources en place pour faire le travail et maintenir ces marchés ouverts.

Nous exportons 90 % de ce que nous produisons. Il ne faut pas l'oublier. Nous exportons 90 % de ce que nous produisons. C'est un secteur axé sur l'exportation. Le canola est une variété canadienne créée ici au pays. Nos chercheurs en ont fait notre fierté. C'était une réussite. Nous l'avons créée ici, dans l'Ouest canadien, et nous l'avons exportée partout dans le monde. Nous avons prouvé que c'est l'huile la plus saine au monde.

● (1230)

Après tout ce que j'ai dit, je crois que vous pouvez commencer à comprendre pourquoi j'estime que c'est si important et pourquoi je tiens vraiment à ce que le Comité s'attaque tout de suite à la question.

J'espère que le vote sera favorable, car je pense que tout le monde peut comprendre son importance, et j'espère ensuite que les trois ministres comparaitront devant le Comité pour nous donner une voie à suivre. Nous devons reconforter les gens. Pour pouvoir planifier la suite des choses, les producteurs doivent avoir l'assurance qu'il y a un plan de match, que le gouvernement prend la question au sérieux. Nous pourrions alors espérer que si les marchés voient que le gouvernement a un plan de match, la situation se normalisera et se tempérera à mesure que le plan est pris en considération, et la dévaluation actuelle du canola sur le marché cessera.

Ce ne sont que quelques raisons qui expliquent pourquoi j'estime qu'il est très important de procéder ainsi. Je vais laisser mes collègues vous en donner d'autres, mais je vous encourage fortement, monsieur le président, à saisir le Comité de la question le plus rapidement possible, voire cette semaine. Nous sommes prêts à siéger jour et nuit. Nous sommes prêts à siéger la semaine prochaine si c'est ce qu'on nous demande. Nous sommes prêts à tout pour concrétiser les choses.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Hoback.

Allez-y, monsieur Drouin.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Nous comprenons ce qui se passe dans l'Ouest et les répercussions sur les agriculteurs, et je sais que M. Hoback a probablement fait le même discours passionné dimanche lorsqu'on a demandé de tenir une réunion d'urgence, et les députés ministériels ont accepté. Je sais qu'il sait très bien que les fonctionnaires comparaitront ce jeudi pour discuter de la même question. Je sais qu'il sait très bien que la ministre de l'Agriculture et le ministre de la Diversification du commerce international comparaitront devant le même comité auquel il siége régulièrement.

Je sais qu'il est au courant, et nous allons suivre le processus en cours à l'échelle internationale. Nous n'allons pas appuyer la motion, et ce n'est pas parce que nous sommes en opposition. Nous sommes d'accord. Nous vous soutenons, mais un comité a déjà examiné le dossier, probablement à la suite de vos démarches, monsieur Hoback. Je suis certain que vous avez poussé vos députés de l'opposition à écrire une lettre au président ou à la greffière du comité du commerce international.

M. Hoback est au courant de ce qui se fait à l'échelle internationale. Je sais qu'il connaît bien le dossier, et je sais que la situation a d'importantes répercussions sur ses concitoyens. Je sais que la ministre Freeland et le ministre Carr se penchent là-dessus, tout comme Mme Bibeau. Nous allons respecter les démarches du comité du commerce international, qui examine déjà la question, et nous n'allons pas appuyer cette motion qui vise à tenir les mêmes audiences ici au comité de l'agriculture.

Le président: Allez-y, monsieur Hoback.

M. Randy Hoback: Je vais répondre à ce qui a été dit, monsieur le président.

Tout d'abord, à propos de ce que fait le comité du commerce, je veux dire une ou deux choses. Nous avons demandé une étude immédiate de la question. Les membres du comité ne vont toutefois pas se pencher là-dessus jusqu'à ce que nous revenions en avril. La quantité d'argent qui peut être perdu sur le marché en une semaine est considérable. C'est considérable. L'incidence que cela a sur les décisions des agriculteurs concernant ce qu'ils vont planter est énorme. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était important que le comité de l'agriculture se saisisse du dossier. Les activités de l'ACIA concernent l'agriculture. Cela ne se rapporte pas nécessairement juste au commerce. Cela concerne ce comité.

L'autre question — et vous l'avez vous-même dit — est que la ministre Freeland est responsable du dossier. Elle ne peut pas comparaître devant le comité du commerce. J'ose espérer que vous faites suffisamment confiance à votre ministre des Affaires étrangères pour la laisser venir présenter le plan de match au comité de l'agriculture, car c'est elle qui est responsable. Nous le savons. Vous l'avez dit. La ministre de l'Agriculture l'a dit. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi elle ne comparaitra pas devant un comité. C'est insensé.

Je me moque des instructions que le Cabinet du premier ministre vous a données. Faites la bonne chose, s'il vous plaît. Nous pouvons le faire demain. Nous pouvons le faire la semaine prochaine. Je m'en moque pourvu que ce soit fait rapidement, et cela ne le sera pas suffisamment au comité du commerce. Si ce comité peut procéder plus rapidement... et à vrai dire, il devrait prendre les devants dans ce dossier. Il devrait. Il est gênant de voir que le comité du commerce doit prendre les devants, mais si c'est le cas, nous le ferons.

Il est inacceptable que vous demeuriez silencieux. Et je peux vous dire que ce n'est pas une question qui n'intéresse que l'Ouest canadien. Nous faisons pousser du canola au Manitoba. Nous en faisons pousser en Ontario ainsi qu'au Québec. Nous en faisons pousser d'un bout à l'autre du Canada. Nous achetons des biens qui sont fabriqués dans l'Est de l'Ontario, dans la province.

Si on perd maintenant une part de marché de 1, 2 ou 3 milliards de dollars, qu'arrivera-t-il aux ventes de camions? Qu'arrivera-t-il au secteur manufacturier en Ontario? Ne pensez-vous pas qu'il y aura des retombées? Les répercussions sont énormes, et si on doit se tourner vers l'orge de brasserie ou les pois... C'est inacceptable, tout à fait inacceptable.

Je ne peux pas l'accepter, monsieur Drouin. Je ne peux pas. Je sais que vous l'avez fait au comité de la justice, mais vous ne pouvez pas le faire ici. Ce comité est celui qui devrait être saisi de la question, et à défaut de s'en occuper... Oui, le comité du commerce s'en occupera, mais je peux vous dire que de nombreux agriculteurs seront en mauvaise posture parce que ce comité fait l'autruche.

• (1235)

Le président: Merci, monsieur Hoback.

Allez-y, monsieur MacGregor.

M. Alistair MacGregor: Je vais appuyer la motion.

Notre comité a eu de la difficulté à faire comparaître l'ancien ministre de l'Agriculture. J'ai traversé le parquet hier pour parler à la nouvelle ministre, Mme Bibeau, et je l'ai félicitée de ses nouvelles fonctions. Je sais qu'elle a actuellement des problèmes familiaux; c'est ce qu'elle m'a dit.

Nous attendons que la ministre de l'Agriculture témoigne, pour parler également des dépenses de son ministère, dans le cadre du processus budgétaire.

Je pense que cette question mérite vraiment d'être examinée de près et sans tarder, mais la ministre doit également comparaître pour parler de son plan de dépenses ministérielles.

Le président: Merci, monsieur MacGregor.

Comme il ne semble plus y avoir d'observations, nous allons passer au vote.

Allez-y, monsieur Dreeshen.

M. Earl Dreeshen: Je crois que l'élément critique, comme l'a mentionné M. Hoback, est l'incertitude qui règne. Nous avons l'occasion de discuter au comité de l'agriculture d'une question liée à l'agriculture.

Nous savons à quel point il a été long de faire venir l'ancien ministre, et cela ne s'est pas fait. Nous savons maintenant qu'il faudra du temps pour peut-être mettre les gens au courant. Je ne suis pas certain. Quoi qu'il en soit, il faut que ce soit fait sur-le-champ, car on essaie de déterminer ce qui sera semé. Des nettoyeurs de semences sont prêts pour le blé et l'orge, et ces décisions sont cruciales.

Si nous attendons qu'un autre comité — à défaut de l'avoir fait ici — prenne les devants, nous commettons une grave erreur.

Les agriculteurs s'attendent à ce que le comité de l'agriculture fasse certaines démarches, et je crois que si nous décidons de ne rien faire maintenant, nous devons tous en assumer la responsabilité.

Le président: Monsieur Shipley.

M. Bev Shipley: Je vais être honnête avec vous. Je ne comprends tout simplement pas. C'est le moment. Les députés d'en face n'ont peut-être jamais ensemencé de terres — je sais que M. Poissant l'a déjà fait — et ils ne savent peut-être pas à quel moment se fait la rotation culturale, la planification de l'achat de semences et la mise en place d'un plan l'assolement. C'est peut-être à cause d'un manque de compréhension, et je suppose alors que c'est ainsi. J'en suis désolé puisque ce que vous faites a des répercussions sur des personnes partout au Canada, comme l'a dit M. Hoback.

Cela n'est pas un problème qui touche seulement l'Ouest du pays. Dans le Nord de l'Ontario...

Par ailleurs, qu'étudions-nous aujourd'hui? Nous examinons la perception de la confiance dans l'agriculture. Qu'a fait la Chine? Nous avons le produit le plus sûr au monde, l'un des meilleurs que nous commercialisons dans le monde, mais la Chine a dit que la qualité pose problème. Qu'en déduisent les gens, les consommateurs, alors que cette affirmation a tendance à attirer l'attention des médias?

Eh bien, nous ne pouvons pas... Je sais que vous dites que nous le pouvons, mais je suppose que nous ne pouvons vraiment pas vous faire confiance.

Que fait le gouvernement? Eh bien, il ne pense pas que c'est important, car il attendra après le comité du commerce international. À ce moment-là, lorsque les agriculteurs auront déjà pris leurs décisions, en avril... Ils doivent déterminer non seulement comment ils ensementeront leurs terres, mais aussi comment ils commenceront à commercialiser leurs produits.

Certains ne l'ont peut-être jamais fait, mais je peux vous dire que l'ensemencement et la commercialisation initiale sont planifiés en fonction de ce qui est planté. Si la réunion n'a pas lieu cette semaine, il faut qu'elle ait lieu au plus tard la semaine prochaine. Je peux vous assurer que, si c'est impossible pour vous cette semaine, nous serons là la semaine prochaine.

Je pense que les agriculteurs de partout au pays, pas uniquement dans l'Ouest, sont impatients de nous voir bouger, en tant que comité de l'agriculture, afin de contribuer à promouvoir l'intervention du gouvernement pour aller de l'avant en nous rendant compte que c'est un énorme problème. Le Canada n'a pas de porte-parole en Chine. L'ambassadeur a été expulsé et n'a pas été remplacé. C'est à cela que servent les ambassadeurs, soit promouvoir les mesures du gouvernement. Nous n'avons pas de moyen de promotion. Il faut que ce soit nous.

Merci, monsieur le président.

• (1240)

Le président: Merci, monsieur Shipley.

Monsieur Drouin.

M. Francis Drouin: J'aimerais d'abord rectifier quelques faits. Nous sommes prêts à mettre la question aux voix, mais si c'était vraiment un enjeu important, je vous rappelle, monsieur Hoback, que vous avez choisi d'envoyer une lettre au comité du commerce international plutôt qu'à ce comité, donc de toute évidence, vous avez une préférence pour...

Le président: Monsieur Drouin, je vous demanderais de vous adresser à la présidence, si vous le pouvez, et c'est la même chose pour les députés de l'autre côté. Habituellement, nous nous laissons du lest, mais je pense que c'est important que vous vous adressiez au président.

Merci.

M. Francis Drouin: Ce n'est pas nous. À ma connaissance, nous n'avons reçu aucune lettre de notre côté concernant une réunion d'urgence il y a deux semaines ou la semaine dernière. Bien sûr, nous aurions pu tenir cette réunion aujourd'hui, si on nous en avait présenté la demande, mais nous n'avons rien reçu. Cette demande a été adressée au comité du commerce international, et je présume que c'est parce qu'ils — ils étant les députés de l'opposition — souhaitent débattre de cette question au comité du commerce international.

Encore une fois, j'aimerais rectifier quelques faits, et nous sommes prêts à voter de ce côté-ci.

Le président: Merci, monsieur Drouin.

Monsieur Hoback.

M. Randy Hoback: Permettez-moi de préciser ce qui s'est passé exactement pour que Francis comprenne bien.

Quand la question a émergé la première fois, nous nous sommes adressés aux whips. À ce moment-là, le NPD n'était pas prêt à signer une lettre au comité de l'agriculture pour demander un débat d'urgence, donc nous sommes allés voir le comité du commerce, parce que nous étions conscients de l'importance de la question. Tracey du comité du commerce nous a dit oui. Nous avons donc fait

parvenir notre lettre au président du comité du commerce le mardi et nous nous attendions à ce qu'il convoque une réunion le jeudi. Qu'est ce qu'il a fait? Il a attendu jusqu'à la dernière minute, le dimanche, pour convoquer une réunion.

Je ne sais pas s'il est déjà à la retraite ou s'il avait d'autres chats à fouetter, mais c'est ainsi. C'est le président du comité; il a le droit de convoquer une réunion quand il le souhaite, mais on peut déjà voir que les reports s'accumulent. La seule option que nous avions au comité de l'agriculture était de vous soumettre la question aujourd'hui. C'était notre seule option. Nous agissons le plus vite possible et nous nous efforçons de le faire de manière très respectueuse.

Vous ne nous avez toujours pas répondu. Pourquoi la ministre des Affaires étrangères ne comparait-elle pas devant le Comité? Pourquoi avez-vous si peur...

Le président: Monsieur Hoback, je vous demande d'adresser vos questions au président.

M. Randy Hoback: Bien sûr. Je m'excuse.

Monsieur le président, pouvez-vous demander aux membres du Comité pourquoi ils ont si peur de laisser la ministre des Affaires étrangères comparaître devant le Comité? Elle se débrouille très bien devant le Comité; elle est excellente. Pourquoi ne pourrait-elle pas venir nous faire part du plan de match? C'est elle qui en est responsable, donc pourquoi ne voudriez-vous pas l'entendre? Pourquoi ne voudriez-vous pas recueillir cette information pour la transmettre aux agriculteurs, afin qu'ils puissent relaxer un peu et que le marché s'apaise? Pourquoi laisser ainsi planer le mystère, à moins qu'il n'y ait rien à dire?

Je dois vous dire, monsieur le président, qu'il y a des conséquences à cela, et pas seulement dans nos rapports avec la Chine. Si nous ne ripostons pas à la Chine, qu'arrivera-t-il avec le Japon? Les Japonais se diront: « Attendez un instant. Le Canada ne repousse pas la Chine. Peut-être que nous devrions réenvisager la chose nous aussi. » Peut-être que les États-Unis se diront la même chose.

L'essentiel, c'est qu'il faut agir rapidement quand ce genre d'enjeu survient. On ne peut pas suivre la cadence habituelle. On ne peut pas procéder de façon bureaucratique. Il faut accélérer certaines choses, et c'est ce que le Comité doit faire.

Ce qui relève de l'ACIA relève de l'agriculture. Les acteurs du marché nous disent que nous n'avons pas assez de délégués sur le terrain, dans nos ambassades dans le monde, ainsi qu'à l'ACIA, donc j'aimerais demander à la ministre de l'Agriculture quel est son plan de match pour changer cela. C'est un problème d'agriculture, cela ne fait aucun doute, mais la ministre des Affaires étrangères a également son mot à dire dans le choix des personnes qui travailleront dans quelle ambassade et quant au nombre d'employés de chacune. Elle mérite donc qu'on lui pose la question elle aussi.

Il n'y a rien de secret là. Il n'y a pas de surprise. Nous ne surprendrons personne avec notre demande. Nous n'essayons de mettre personne en embuscade. Nous avons seulement besoin de connaître le plan de match. C'est tout ce que nous demandons. C'est très simple. Si vous pouvez nous présenter un plan de match bien réfléchi, ce n'est pas un problème, mais dans le cas contraire, alors nous avons un énorme problème, et ce sont nos agriculteurs qui en paieront le prix. Ils le paient déjà. Ils ont déjà perdu 1 milliard de dollars de valeur au cours des trois dernières semaines. C'est la raison pour laquelle notre comité doit l'entendre. Si elle nous dit qu'elle ne veut pas intervenir, alors il faudra comprendre pourquoi. Vous devrez ensuite faire une petite introspection pour bien comprendre votre rôle, à Ottawa. Pourquoi êtes-vous ici? Si vous ne voulez pas vous attaquer aux questions difficiles... C'est le travail du gouvernement: il est là pour s'occuper des questions difficiles. Si vous n'arrivez pas à vous occuper des questions difficiles, alors pourquoi êtes-vous au gouvernement, mon Dieu?

• (1245)

Le président: Merci, monsieur Hoback.

M. Randy Hoback: Mais vous ne faites que ce que le Bureau du premier ministre vous dit de faire.

Le président: Comme personne d'autre ne semble demander la parole, nous voterons sur la motion.

M. Randy Hoback: Pouvons-nous tenir un vote par appel nominal, monsieur le président?

(La motion est rejetée par 5 voix contre 4. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Vous avez 45 secondes, monsieur Dreeshen.

M. Earl Dreeshen: Merci.

J'utiliserai simplement la fin de mon temps de parole pour parler de la confiance du public et des raisons pour lesquelles elle est si importante. Peu importe les produits dont il est question. Dans nos discussions sur les légumes que nous mangeons, nous devons comprendre que les problèmes de santé liés aux légumes, par exemple, viennent essentiellement du fait que les gens ne savent pas quoi en faire. Il y a épouvantablement de gaspillage. Il y a tellement une grande partie de notre production qui se retrouve aux poubelles. Il faut faire de l'éducation.

Je sais que je n'aurai bientôt plus de temps, mais j'espère que nous pourrons tous parler ensemble de l'importance de reconnaître que nous avons les meilleurs produits alimentaires au monde. Or, nous devons aussi être de bons consommateurs et comprendre comment nourrir nos familles.

Le président: Merci, monsieur Dreeshen.

Malheureusement, c'est tout le temps que nous avons.

J'aimerais remercier les témoins qui ont comparu aujourd'hui: Mme Deawuo, Mme Bronson, M. Buy et Mme Ross.

C'est la façon dont notre comité fonctionne, malheureusement. Nous pourrions peut-être vous réinviter une autre fois.

Nous nous arrêterons quelques instants, puis reprendrons la séance à huis clos pour discuter des travaux du Comité.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>